

TABLE DES MATIÈRES

1

Introduction générale – ou le droit des étrangers pour les non initiés.....	9
--	---

Fleur Collienne
stagiaire judiciaire
maître de conférence à l'U.Lg.
Patrick Wautelet
professeur ordinaire à l'U.Lg.

Section 1

Les principes de base.....	12
----------------------------	----

Section 2

Les principaux statuts.....	15
A. <i>Citoyen de l'Union européenne</i>	15
B. <i>Victimes de la traite des êtres humains</i>	18
C. <i>Étudiants (non ressortissants d'un État membre de l'Union européenne)</i>	21
D. <i>Réfugiés</i>	24
E. <i>Régime de la protection subsidiaire</i>	29
F. <i>Apatrides</i>	31
G. <i>Chercheurs</i>	33
H. <i>Les travailleurs hautement qualifiés</i>	34
I. <i>Étrangers établis en Belgique et résidents de longue durée</i>	36
J. <i>Mineurs étrangers non accompagnés</i>	39
K. <i>Procédure exceptionnelle de régularisation</i>	42
L. <i>Regroupement familial</i>	47

2

Reconnaître la persécution.....	53
---------------------------------	----

Tristan Wibault
juriste au Comité belge d'aide aux réfugiés (C.B.A.R.)

Introduction.....	54
A. <i>Les limites du droit</i>	54

B. <i>Une multiplicité grandissante d'instruments de protection</i>	55
<u>Section 1</u>	
Le droit d'asile intégré au droit de l'UE.....	55
A. <i>Le régime d'asile européen commun</i>	55
B. <i>Le rôle interprétatif de la Cour de justice</i>	57
<u>Section 2</u>	
La Convention de Genève.....	61
A. <i>Craindre avec raison</i>	62
1. Nature incertaine de la notion.....	62
2. L'exigence de preuve.....	65
a) Les conséquences prévisibles.....	65
b) Les recommandations du H.C.R.	66
3. Les persécutions antérieures valant présomption.....	69
B. <i>La notion de persécution</i>	70
1. Les atteintes graves aux droits de l'homme.....	70
2. Les discriminations constitutives de persécution.....	73
C. <i>La Cour de justice aux prises avec la notion de persécution</i>	75
1. Y et Z et la persécution religieuse.....	76
a) Les atteintes à la liberté religieuse des Ahmadis au Pakistan.....	76
b) La persécution religieuse dans les conclusions de l'avocat-général.....	78
c) Une persécution de groupe circonscrite par l'arrêt de la Cour.....	84
2. L'impact de Y et Z sur la jurisprudence.....	87
a) Quelques juridictions nationales.....	87
b) La Cour eur. D.H. après Y et Z.....	89
3. X, Y et Z et la persécution des personnes homosexuelles en tant que groupe social.....	92
4. Une transposition qui se révèle difficile.....	97
<u>Section 3</u>	
La protection subsidiaire.....	98
A. <i>L'introduction d'une forme subsidiaire de protection dans le droit de l'Union</i>	99
1. La pratique nationale antérieure.....	99
2. Les standards de protection visés.....	100
B. <i>Protection contre la peine de mort</i>	102
C. <i>La torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants</i>	103
1. Le constat de l'absence d'un lien à la Convention.....	103
2. Une dimension humanitaire propre au plein contentieux.....	105
D. <i>Le 9ter, une procédure spécifique d'octroi de la protection subsidiaire ?</i>	108

E. <i>Une protection pour les réfugiés de guerre encore incertaine</i>	115
1. Menaces graves et individuelles en raison d'une violence aveugle	115
2. L'arrêt <i>Elgafaji</i>	116
3. Une norme plus favorable	119
a) <i>Elgafaji</i> dans la jurisprudence du C.C.E.	119
4. La protection subsidiaire et le droit humanitaire	122
F. <i>La prise en compte des conflits armés par la Cour eur. D.H.</i>	126
1. Une jurisprudence récente et d'exception	127
a) Le conflit armé et l'absence de traits distinctifs	127
b) <i>Sufi et Elmi</i> , la violence aveugle et l'aide humanitaire	129
c) Une jurisprudence difficile à manier	134
G. <i>Caractériser les conflits – enjeu de la protection subsidiaire</i>	134
H. <i>Un affaiblissement de la Convention de Genève</i>	138
Section 4	
La protection contre le refoulement et la C.E.D.H.	143
A. <i>L'extension de la responsabilité des États</i>	143
1. Le caractère absolu	144
2. Le caractère prévisible	147
B. <i>La Cour eur. D.H. face aux demandeurs d'asile</i>	150
1. Un standard de protection différent de la Convention de Genève	150
2. La spécificité du demandeur d'asile	152
3. L'individualisation du risque	155
4. Les limites de l'exercice sous l'angle de l'article 3 de la C.E.D.H.	157
<i>Conclusion</i>	161
3	
Le droit au regroupement familial en mutation.	
Aperçu des principes et de la jurisprudence	
depuis la loi du 11 juillet 2011	
163	
Isabelle Doyen	
<i>juriste</i>	
<i>directrice ADDE A.S.B.L.</i>	
<i>Introduction</i>	164
Section 1	
Le statut du regroupant	167
A. <i>Regroupant ressortissant de pays tiers en séjour illimité</i>	168
B. <i>Regroupant ressortissant de pays tiers en séjour limité</i>	170

C. <i>Regroupant citoyen UE</i>	171
D. <i>Regroupant belge</i>	171
<u>Section 2</u>	
Les relations familiales visées	175
A. <i>La famille du regroupant ressortissant de pays tiers en séjour illimité</i> ..	176
B. <i>La famille du regroupant ressortissant de pays tiers en séjour limité</i>	181
C. <i>La famille du regroupant citoyen UE</i>	181
D. <i>La famille du regroupant belge</i>	184
<u>Section 3</u>	
Les conditions mises au regroupement familial	186
A. <i>Regroupant ressortissant de pays tiers en séjour illimité</i>	187
1. Logement et assurance maladie	187
2. Ressources	188
3. Exceptions	195
B. <i>Regroupant ressortissant de pays tiers en séjour limité</i>	197
C. <i>Regroupant citoyen UE</i>	197
D. <i>Regroupant belge</i>	198
<u>Section 4</u>	
La procédure	199
A. <i>Lieu d'introduction de la demande</i>	200
B. <i>Délai d'examen de la demande</i>	201
<u>Section 5</u>	
Le retrait	203
A. <i>Les délais d'épreuves</i>	203
B. <i>Les motifs de retrait</i>	204
C. <i>Les tempéraments au retrait du séjour</i>	205
1. La violence familiale	205
2. Une installation commune de 3 ans avec un citoyen UE ou un Belge	207
3. Le contrôle de la proportionnalité de la mesure	207
<u>Section 6</u>	
Les recours	208
<i>Conclusions</i>	209

4

La demande d'autorisation de séjour
pour raisons humanitaires : l'article 9ter à l'agonie ?..... 215

Zaverio Maglioni
avocat

Introduction..... 216

Section 1

Origine et filiation..... 217

A. *Article 9ter et protection subsidiaire* 218

B. *Article 9ter et Cour constitutionnelle* 222

1. Arrêt n° 95/2008 du 26 juin 2008 : l'épreuve du feu..... 222

2. Arrêt n° 193/2006 du 26 novembre 2009 : la question de l'identité 224

3. Arrêt n° 43/2013 du 21 mars 2013 : la question de l'aide sociale 224

4. Arrêt n° 124/2013 du 26 septembre 2013 : des nuages à l'horizon 225

Section 2

La vie n'est pas un long fleuve tranquille 230

A. *Durcissement de la procédure*..... 231

B. *Question du filtre médical* 234

C. *Rapports d'activité de l'Office des étrangers*..... 235

Section 3

Tour d'horizon 238

A. *Contenu et procédure* 238

1. Article 9ter, § 1^{er} : le champ d'application et les principes généraux..... 239

2. Article 9ter, § 1^{er}/1 : le refus technique 241

3. Article 9ter, § 2 : la preuve de l'identité 241

4. Article 9ter, § 3 : les causes d'irrecevabilité 242

a) L'introduction par pli recommandé et l'adresse effective 243

b) L'identité du demandeur 244

c) La production d'un certificat médical type 248

d) L'absence de caractère « manifestement » non fondé (le filtre médical)..... 250

e) L'absence d'éléments déjà invoqués précédemment..... 252

f) Quelques chiffres 253

5. Article 9ter, § 4 : l'exclusion 254

6. Article 9ter, § 5 : les experts 255

7. Article 9ter, § 6 : le secret médical 255

8. Article 9ter, § 7 : la présomption de perte d'objet de la demande 256

9. Dispositions complémentaires : les articles 9quater et 51/4 256

B. *Décision de recevabilité et examen au fond*..... 257

1. La question de la gravité 259

2. La question du traitement adéquat..... 263

C. <i>Autorisation de séjour et refus de prolongation</i>	266
D. <i>La maladie grave « hors 9ter »</i>	267
<i>Conclusion</i>	268

5

La nationalité belge en 2014 – l'équilibre enfin trouvé?

273

Patrick Wautelet
professeur ordinaire à l'U.Lg.

<i>Introduction</i>	274
---------------------------	-----

Section 1

La nationalité belge: panorama général.....	280
---	-----

A. <i>L'obtention de la nationalité belge</i>	280
---	-----

1. L'attribution de la nationalité belge à un enfant à la naissance	281
2. L'attribution de la nationalité belge à un enfant après la naissance	284
3. L'attribution de la nationalité belge par d'autres liens de parenté: adoption, mariage et parenté.....	285
4. L'acquisition de la nationalité belge par un adulte.....	288
a) Le droit commun: l'acquisition par déclaration (art. 12bis C.N.B.).....	289
i) LES CONDITIONS POSÉES POUR L'ACQUISITION PAR DÉCLARATION	290
ii) L'ENCADREMENT PROCÉDURAL DE L'ACQUISITION PAR DÉCLARATION.....	303
b) L'exception: l'acquisition par naturalisation (art. 19 C.N.B.).....	319
5. Le recouvrement de la nationalité belge.....	328

B. <i>Perte et déchéance de la nationalité belge</i>	331
--	-----

1. La perte de la nationalité belge.....	331
2. La déchéance.....	334

Section 2

Quelques réflexions transversales sur le droit de la nationalité belge

343

A. <i>Le droit de la nationalité belge à l'épreuve de ses objectifs</i>	344
---	-----

1. Le nouveau droit de la nationalité belge: vers une plus grande sécurité juridique?.....	344
2. Le nouveau droit de la nationalité belge: vers plus de cohérence?	356

B. <i>Au-delà du droit de la nationalité: à la rencontre du droit international et du droit familial</i>	361
--	-----

1. Le droit de la nationalité belge et les développements du droit international de la nationalité	361
2. Droit de la nationalité belge et droit de la famille: une relation troublée.	371